

ciale du transport maritime, vu que cette question revêt aujourd'hui une urgence toute particulière, et nous dire qu'on pourrait procéder à une évaluation pertinente du rapport Kauffeld, qui constitue une proposition valable pour l'expansion rationnelle du port de Halifax?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je ne suis malheureusement pas en mesure de faire la lumière sur ce point.

L'INDUSTRIE

TRENTON (N.-É.)—LE RETRAIT DES MACHINES
À L'USINE HAWKER SIDDELEY

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. Russell MacEwan (Pictou): J'ai une question à poser au premier ministre. En son absence, je l'adresserai au premier ministre suppléant. Ce dernier a-t-il reçu du président de la section locale 1231 des métallurgistes unis d'Amérique, dont le siège est situé à l'usine Hawker Siddeley de Trenton, en Nouvelle-Écosse, un télégramme dans lequel il serait question que le ministère de la Défense nationale retire des appareils du secteur de la finition marine de cette industrie, et vende une presse lourde à forger qui serait l'une des plus considérables du Canada? Si oui, voudrait-il voir s'il est possible de permettre que cet équipement reste sur place afin que les emplois dans cette usine ne soient pas affectés.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député a présenté des instances...

M. MacEwan: J'invoque le Règlement. Il s'agit d'une région désignée. Or, à quoi bon vouloir y établir une nouvelle industrie si l'on enlève des machines de l'ancienne.

LA PÊCHE

L'ÉTABLISSEMENT DES COORDONNÉES
GÉOGRAPHIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): J'ai une question à poser au premier ministre suppléant. Puis-je lui signaler qu'il remplit son rôle avec une distinction et une verve dont on a rarement vu l'exemple à la Chambre? Je voudrais lui demander si, dans ses nouvelles fonctions et avec sa nouvelle autorité, il est en mesure de se prononcer de quelque façon au sujet des lignes droites de base?

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): Le jour n'est pas loin où je pourrai me prononcer de façon plus précise au sujet de

l'établissement des coordonnées et des lignes droites de base. Nous attendons actuellement la réponse officielle à une note que nous avons adressée l'autre jour au gouvernement des États-Unis. Des entretiens officieux ont eu lieu à ce sujet et des améliorations semblent s'annoncer. Je sais que cette nouvelle sera bien accueillie par le député.

M. Howard: Le ministre pourrait-il être plus précis au sujet du jour qui n'est pas loin, selon lui, et nous dire si ce sera cette année ou l'an prochain?

L'hon. M. Martin: Ce sera sûrement avant trois mois.

LES CÉRÉALES

LA SUPPRESSION DU CONTINGENTEMENT
DU BLÉ «DURUM»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. D. McLelland (Rosetown-Biggart): Je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce qui doit répondre devant la Chambre de la Commission canadienne du blé. La commission envisage-t-elle de lever le contingentement du blé *durum*, imposé depuis le 28 février dernier?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Je tiens cette question pour préavis.

DÉCLARATION SUR LES NÉGOCIATIONS RELATIVES À L'ACCORD INTERNATIONAL
SUR LE BLÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Puis-je profiter de l'occasion pour répondre à une question posée hier par le député d'Humboldt-Melfort-Tisdale à propos de mes entretiens à Genève la semaine dernière où j'ai conféré avec la délégation canadienne aux négociations du GATT sur le blé dans le cadre de la négociation Kennedy? Comme les députés le savent, la délégation comprend des conseillers en production, de même que des fonctionnaires de la Commission canadienne du blé et des ministères en cause.

J'ai aussi eu des entretiens sur cette importante question en Allemagne et au Royaume-Uni où j'ai eu l'impression qu'on reconnaît volontiers aujourd'hui la nécessité de relever le prix minimum, de même que l'échelle des prix, comme l'ont proposé les pays exportateurs, dont, évidemment, le Canada.

Il ne conviendrait pas que j'entre dans le détail de ces négociations qui se poursuivent à